

Sexisme/stéréotypes – 710

Matériel pédagogique – 711

Stéréotypes dans les manuels scolaires (1974)

Que le ministère de l'Éducation écoute favorablement les recommandations qui seront faites par le Conseil du statut de la femme suite à leur enquête sur le sujet et ainsi qu'on en vienne à modifier l'image stéréotypée de la femme universellement utilisée dans les manuels scolaires.

Stéréotypes : révision des instruments d'évaluation (1978)

Que la Corporation des conseillers en orientation, le ministère de l'Éducation et la Corporation des psychologues fassent réviser les instruments de mesure d'intérêts et aptitudes au niveau de la construction et de l'évaluation des tests; ces instruments de mesure devront être identiques pour les deux sexes.

Stéréotypes : sensibilisation dès le primaire (1978)

Que le programme de formation sociale et personnelle prévoit et ce, dès le primaire, une sensibilisation à l'égalité des sexes; que ce programme permette à chaque individu de se développer selon ses aspirations et ses goûts personnels et non en fonction de comportements typiquement féminins ou masculins ou selon les rôles traditionnellement réservés à l'un ou l'autre sexe.

Stéréotypes : formation des maîtres (1978)

Nous demandons au ministère de l'Éducation et aux universités, dans la formation des maîtres, d'exiger des attitudes et des comportements non sexistes au niveau du choix et de l'usage des manuels scolaires de même qu'au niveau des méthodes pédagogiques utilisées.

Stéréotypes : campagne de sensibilisation (1978)

Que le ministère continue le travail déjà amorcé au niveau des éditeurs des manuels scolaires et qu'il organise une vaste campagne de sensibilisation au problème du renforcement des stéréotypes par l'éducation auprès de tous les spécialistes oeuvrant dans l'école (enseignants, conseillers d'orientation, psychologues, administrateurs, etc.), de même qu'auprès des étudiants eux-mêmes.

Stéréotypes : répertoire de cotations manuels scolaires (1978)

Dans l'immédiat, de produire un répertoire de cotations sur le contenu sexiste dans les manuels scolaires en usage afin de faciliter le choix aux enseignants et aux commissions scolaires.

Sexisme/stéréotypes – 710

Stéréotypes : bureau d’approbation du matériel didactique (1978)

Que le ministère de l’Éducation crée immédiatement un bureau d’approbation du matériel didactique et qu’on lui donne comme premier mandat de n’approuver dans l’avenir aucun manuel à orientation sexiste et qu’il remplace immédiatement les manuels jugés sexistes par le Conseil du statut de la femme et la Centrale des enseignants du Québec.

Sexisme dans les services d’orientation (1983)

Que les personnes impliquées et le matériel utilisé dans les services d’orientation respectent l’égalité des sexes.

Formation des adolescentes : autonomie financière (1985)

Dans le but d’inciter les adolescentes à assurer leur autonomie financière, même si elles prévoient élever une famille, nous demandons au ministre de l’Éducation du Québec d’établir pour les adolescentes et adolescents du secondaire, par le biais du cours « Choix de carrière », une formation de base sur l’évolution du marché de l’emploi, l’impact de développement technologique sur les emplois féminins et la réalité des femmes d’aujourd’hui.

Éducation au choix de métiers non traditionnels (1985)

Nous demandons que le ministère de l’Éducation procède à une large diffusion des documents « Explorons de nouveaux espaces » dans le but d’informer les parents et de sensibiliser et d’encourager les adolescents au choix d’un métier non traditionnel.

Rapports égalitaires – violence faite aux femmes : écoles (1994)

Nous demandons qu’on instaure dans toutes les écoles du Québec un volet obligatoire de promotion des rapports égalitaires entre les sexes, ainsi que de prévention de la violence et ce, dès le primaire.

Violence faite aux femmes - formation prêtres et agents (es) de pastorale (1994)

Nous demandons à l’Assemblée des évêques du Québec d’inscrire à l’intérieur de la formation des étudiants à la prêtrise et des agents et agentes de pastorale, un cours sur la connaissance de la problématique de la condition féminine, de rapports égalitaires homme femme et sur la prévention de la violence.

Hyper sexualisation des filles: âges des mannequins - (2012)

Nous demandons à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et à la ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale, de fixer l’âge des mannequins professionnels à 18 ans.

Sexisme/stéréotypes – 710

Hyper sexualisation des filles: poids des mannequins – (2012)

Nous demandons à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et au ministre de la Santé et des Services sociaux de réglementer les agences de mannequins afin qu'elles respectent le poids santé (IMC) établi par la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée.

Hyper sexualisation des filles- 2014

Nous demandons d'interdire la venue des concours Mini-Miss de beauté ou de charme au Québec pour les enfants de moins de 18 ans.

Sexisme/stéréotypes – 710

Publicité – 712

Femmes : son image dans les médias (1974)

Que la publicité, les médias et les films présentent les femmes dans des situations non dégradantes et non stéréotypes.

Radio Québec : les femmes à la télévision (1975)

Que Radio Québec présente les femmes sous des aspects diversifiés : femmes au travail, femmes patron, femmes collaboratrices du mari, femmes engagées dans le milieu, etc.

Radio Québec : les femmes à la télévision (1975)

Que Radio Québec évite de refléter les stéréotypes des rôles traditionnels liés au sexe.

Stéréotypes à la télévision (1975)

Que des changements appropriés soient faits par les postes de télévision afin que les émissions enfantines transmettent des valeurs non sexistes.

Contenu des films et respect des bonnes mœurs et de l'ordre public (1983)

Nous demandons que la programmation de la radio, de la télévision et des canaux spéciaux, ne porte pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, n'encourage ni ne soutienne le racisme, le sexiste, la violence sexuelle ou la violence gratuite ou excessive, de façon implicite ou explicite.

Stéréotypes sexistes : plaintes concernant les médias (1987)

Que l'Afeas mette à la disposition des régions et des cercles le formulaire élaboré par Évaluation Média.

Stéréotypes sexistes : bureau de l'image de la femme à Radio Canada (1987)

Que l'Afeas manifeste son appui au travail exécuté par le Bureau de l'image de la femme dans la programmation et en souligne le caractère essentiel.

Stéréotypes sexistes : bureau de l'image de la femme à Radio Canada (1987)

Que l'Afeas demande à la Société Radio Canada d'accorder au Bureau de l'image de la femme dans la programmation, les ressources financières, humaines et techniques lui permettant d'accomplir efficacement sa tâche.

Stéréotypes sexistes : télévision et femmes (1987)

Que les représentants (es) du public consultés (es) par l'Association canadienne des radiodiffuseurs en matière de stéréotypes sexistes soient recrutés (es) parmi les groupes de femmes qui ont développé une expertise à ce sujet.

Sexisme/stéréotypes – 710

Comité provincial (Afeas) des médias (1988)

Nous demandons que l'Afeas forme un comité provincial des médias pour effectuer des recherches, vérifier le vécu en région, explorer des positions, élaborer des stratégies, coordonner les efforts et intervenir (publicité, information, violence, stéréotypes, etc.).

Médias : femmes dans les médias (1989)

Nous demandons à la Commission de la fonction publique et au CRTC d'inciter les médias à se doter d'une véritable politique d'embauche afin que plus de femmes occupent des postes décisionnels et techniques et que plus de femmes soient animatrices d'émissions d'intérêt public tant à la radio qu'à la télévision.

Sexisme/stéréotypes – 710

Divers – 719

Régimes de retraite à prestations indéterminées : avantages égaux (1979)

Que dans les régimes de retraite à prestations indéterminées on accorde des avantages égaux aux femmes et aux hommes.

Assurance-vie : discrimination envers les handicapés (1980)

Que le gouvernement prenne entente avec les compagnies d'assurance-vie afin qu'elles assurent sans discrimination tous les handicapés, quels que soient leur âge et leur condition et ce, en considération des droits de la personne.

Femmes dans l'église (1982)

Que l'on invite les pasteurs à tenir compte des deux sexes dans le langage liturgique et pastoral.

Discrimination dans les régimes de pensions publics et privés (1983)

Que dans des conditions équivalentes, les obligations et les avantages soient égaux entre les hommes et les femmes.

L'égalité d'accès au crédit pour les femmes (1992)

De continuer les démarches de l'Association coopérative d'économie familiale des Bois Francs (ACEF) pour la mise en place du code d'éthique favorisant l'accès au crédit pour les femmes.

Commissions de la santé et sécurité au travail : maladies industrielles (1993)

Que la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) reconnaisse les blessures ou accidents spécifiquement féminins au même titre que ceux des hommes et que les victimes soient indemnisées équitablement.

Place des femmes dans la haute administration publique (1993)

Nous demandons aux gouvernements fédéral et provincial d'exercer une action positive concrète et en fonction de critères établis dans le respect des deux sexes pour qu'à compétence égale, des femmes soient nommées aux postes-clés de la haute administration des finances publiques.

Serveuses dans les restaurants (1996)

Nous demandons aux instances concernées du gouvernement du Québec d'établir une loi claire et précise et de voir à la faire respecter pour faire en sorte que toutes les femmes qui travaillent dans un restaurant et tout autre commerce soient vêtues décentement.

Sexisme/stéréotypes – 710

Serveuses dans les restaurants (1996)

Nous demandons que soit adoptée une réglementation qui interdise l'ouverture de restaurants et tout autre commerce où le physique de la femme est exploitée pour attirer une clientèle masculine.

Langage inclusif dans l'Église (1997)

Nous demandons à la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) et à l'Assemblée des évêques du Québec (AEQ) d'intensifier les pressions auprès des membres des différents comités et/ou commissions en église afin que soit utilisé toujours et partout le langage inclusif.

Modification à l'appellation du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (1998)

Nous demandons au gouvernement du Québec de modifier le nom du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration par celui de ministère de l'Immigration et Relations avec les citoyennes et les citoyens.

Nomination et encadrement des juges : nomination des juges (1998)

Nous demandons au ministre de la Justice de nommer les juges non par une nomination politique, mais en tenant compte de leur formation continue, de leur cheminement, de leurs antécédents et d'une carrière sans faille tenant compte de toutes les situations.

Nomination et encadrement des juges : conseil de la magistrature (1998)

Nous demandons au Conseil de la magistrature d'intervenir lorsqu'une ou un juge se permet des commentaires visant à discriminer les femmes ou une catégorie d'individus.

Nomination et encadrement des juges : suspensions des juges (1998)

Nous demandons au Conseil de la magistrature de pénaliser sérieusement les juges reconnus coupables de discrimination envers toutes les personnes par une suspension sans rémunération ou même de la ou le relever de ses fonctions.

Appui aux femmes autochtones (2002)

Que le gouvernement fédéral s'assure, dès cet automne, dans le cadre de la Commission parlementaire sur le projet de loi C-60 sur la gouvernance des Premières Nations, de mettre fin à discrimination systémique, basée sur le sexe, envers les femmes et leurs enfants.

Hyper sexualisation des filles : concours Mini-Miss (2014)

Nous demandons d'interdire la venue des concours Mini-Miss au Québec.

Sexisme/stéréotypes – 710

Loi contre la « taxe rose » (2017)

Nous demandons l'élaboration d'un projet de loi pour contrer les abus occasionnés par la vente de certains produits vendus plus chers aux femmes qu'aux hommes.

Intervention (2017)

Nous recommandons aux gouvernements d'intervenir afin que cette discrimination soit éliminée.